

Réflexions d'un activiste, disciple de Gandhi

par Rajagopal P.V. (¹)

1. Les politiques de déplacement

Le grand débat en Inde aujourd'hui concerne le développement. Certains parlent des politiques de développement mais d'autres parlent plutôt de politiques de déplacement. Pour le moment, j'effectue un périple depuis Kanyakumari (l'extrême pointe Sud du pays) jusqu'à Delhi, et chaque jour je suis témoin d'un ou deux "combats" (mouvements de protestation). La plupart de ces combats concernent des déplacements de population, et dans certains cas ce sont des gens qui ont déjà été déplacés au nom du développement mais qui réclament une réhabilitation convenable. Je me souviens de mon ami Guman Singh, dans l'Himachal Pradesh, qui exprimait sa préoccupation au sujet de ceux qui ont été déplacés pour le barrage Nandal Bakra, immédiatement après l'indépendance. En ce temps-là, le Premier ministre Pandit Jawaharlal Nehru disait qu'il s'agissait des nouveaux temples de l'Inde, et nous qui étions de jeunes enfants, nous avons cru en cette vision que le Pandit Nehru voulait promouvoir. Il a fallu de nombreuses années avant que beaucoup d'entre nous comprennent que ceux qui payaient le prix de cette évolution n'ont rien obtenu en retour. Ils ont fini dans les bidonvilles de nos villes, ils ont perdu toutes leurs terres et leur culture.

Il y a environ un an, j'ai écrit une lettre à M. Shripakash Jaiswal, le ministre du charbon, pour lui demander de mettre en place un comité qui serait chargé d'examiner l'ampleur des déplacements qui ont eu lieu à travers le pays au nom de l'extraction du charbon. Dans ma lettre, je lui demandais de songer à un processus de réhabilitation pour tous ces gens, avant d'accorder de nouvelles mines de charbon aux industries. Alors que la loi sur les droits forestiers (Forest Rights Act, FRA) a reconnu l'injustice historique faite aux *adivasis* (populations tribales), je souhaiterais que le ministre de charbon reconnaisse aussi l'injustice historique faite aux *adivasis* au nom de l'extraction du charbon. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement du charbon. Des centaines de sociétés minières sont en train de creuser partout pour extraire du sol tout ce qui peut l'être. Je me souviens avoir coordonné une étude réalisée par le célèbre professeur Shri Praveen Jha dans le cadre de ma participation à une organisation appelée "Focus on the Global South" basée à Bangkok. Cette étude particulière a été menée dans et autour de Bhilai pour comprendre les déplacements provoqués par l'industrialisation et l'exploitation minière. Cette étude concluait qu'il n'y a absolument aucune trace de ces *adivasis* qui avaient été déplacés lors de la construction de l'aciérie de Bhilai. L'étude signalait aussi que la majorité des *adivasis* avaient fini comme gardes de sécurité pour protéger la richesse de ceux qui avaient pris leur propre richesse, c'est-à-dire leur terre et leurs ressources, toujours au nom du développement. Depuis l'indépendance, les déplacements au nom du développement se sont donc poursuivis sans être jamais contestés. Ce n'est que dans un passé récent que les populations locales ont commencé à protester contre ces déplacements. Ce n'est que dans un passé récent que la réhabilitation et la réinstallation font partie de notre discours, bien que nous ne respectons pas les personnes déplacées quand elles exigent que leurs droits à une vie décente soient respectés.

Au cours de cette dernière année, j'ai visité de nombreux endroits où les gens ont été déplacés pour divers objectifs de développement. Koodankulam, au Tamil Nadu, est un bon exemple : la centrale nucléaire n'a pas seulement apporté le désastre pour tous ceux qui ont été déplacés,

¹ Il s'agit d'une sélection de réflexions de P.V. Rajagopal durant son périple d'un an à travers l'Inde (oct.2011-sept.2012, en jeep avec l'équipe d'Ekta Parishad) en préparation à la grande marche Jan Sathyagraha (Marche pour la justice) d'octobre 2012.

Paru en anglais dans la revue AHIMSA-NONVIOLENCE, IGINP, octobre-décembre 2012.

Le texte a été édité en anglais par Paul Schwartzentruber, et traduit de l'anglais par Jacques Vellut.

mais elle a également suscité une terrible peur dans l'esprit de tous ceux qui vivent autour de cette centrale. Ils ont lu les informations sur ce qui s'est passé récemment au Japon et ils savent aussi ce qui est arrivé à Bhopal. Malheureusement, aucun effort n'est réalisé pour rassurer les populations locales et discuter de leur participation dans les projets qu'envisage le gouvernement. Les gens sont simplement victimes de ce qui est imaginé à Delhi ou dans la capitale d'État. Dans une démocratie, combien de temps pourrions-nous tolérer qu'un tel processus de développement soit imposé aux gens au nom de l'intérêt public ? Pourquoi le public lui-même ne peut-il décider de ce qui est d'intérêt public ? Pourquoi ce pouvoir devrait-il être accordé à quelques bureaucrates qui siègent dans les hautes sphères ? Je pense que c'est le genre de débat que nous devons initier dans ce pays.

En traversant le Kerala, dans un endroit appelé Allapad (district de Kollam), la population locale manifestait contre l'extraction de sable. La population de l'ensemble du panchayat de Allapad va perdre ses terres et ses moyens d'existence si cette exploitation n'est pas arrêtée. Nous avons vu un grand nombre de personnes déplacées par le département des forêts et des sociétés de plantation à Idukki, Wayanad et Attapadi. Absolument aucune explication n'est donnée aux pauvres gens. Quel genre de rééducation ou de réinstallation sera mis à leur disposition ? Il n'y a aucune indication qu'une telle injustice historique sera corrigée. La situation des personnes déplacées dans les districts de Theni, Sivagangai et Madurai est déplorable. Un beau matin, le département des forêts leur a simplement demandé de quitter la terre où ils étaient installés depuis des siècles. Peu après, on leur a signalé qu'ils ne devaient même plus revenir pour recueillir des racines et des fruits de la forêt. Beaucoup d'entre eux vivent aujourd'hui dans des conditions de bidonville. Au plus profond de leur cœur ils chérissent encore le souvenir des jours où ils vivaient dans la forêt et ils espèrent qu'un jour ils seront en mesure de revenir en arrière. Aucun fonctionnaire du gouvernement n'a le temps de penser à eux. On dirait qu'ils ne sont même pas considérés comme des citoyens de ce pays. La majorité d'entre eux se sont résignés à leur sort.

Hier, nous étions dans un village appelé Kuppanattam (district de Thiruvannamali). Environ 160 familles vivant dans ce village ont perdu leur terre très fertile pour un petit barrage. Ils ont obtenu une indemnité de Rs. 50.000 /acre, mais ils savent qu'ils ont été trompés. Ils savent aussi qu'ils ne pourront pas bénéficier de l'irrigation du barrage. Lors d'une petite audience publique, chacun d'eux a demandé à plusieurs reprises à cette question : *"Pourquoi devrions-nous sacrifier la vie et l'avenir de nos enfants pour un processus de développement qui ne nous aide pas ?"* Comment se fait-il que cette simple question est soulevée par des millions de personnes déplacées dans ce pays mais qu'elle ne vient pas l'esprit de ceux qui planifient et de ceux qui décident ?

Ce matin, j'étais dans un autre village encore, dans lequel l'entreprise Jindal Steel Limited va démarrer une mine d'extraction de minerai de fer. J'ai pu voir la montagne rocheuse qui fait partie de la culture des populations locales. Ils ont des chansons et des histoires sur cette montagne. Leurs dieux et déesses sont là, dans cette montagne et ils savent qu'il n'y a pas de vie sans cette montagne, mais pour M. Jindal ce qui est important, c'est le profit qu'il peut faire à partir du minerai de fer. J'ai été témoin du genre de catastrophe que M. Jindal a suscitée dans un endroit comme Raigarh (Chhattisgarh). Une magnifique zone géographique, pleine de ressources et de culture, est aujourd'hui transformée en une montagne enfumée qui sert à remplir les comptes bancaires des personnes comme M. Jindal. Pendant mon Padayatra (marche) dans Raigarh, des gens sont venus vers moi avec des pétitions en demandant de les aider à récupérer leurs terres. J'ai aussi constaté que même la "Zone réservée"² a été transformée en une centrale électrique au profit de M. Jindal, en dépit de la résistance des villageois. Quand les gens m'ont dit que Jindal Steel Limited allait venir dans ce village pour une exploitation minière, je peux donc imaginer ce que sera l'avenir de cette région.

Soixante-quatre ans, c'est long pour un pays pour apprendre. Il est effrayant de constater cette

² Le Cinquième Amendement (Fifth Schedule) à la Constitution indienne donne la liste de plusieurs zones précises, dans 9 états de l'Inde, qui sont réservées pour les *adivasis*. Il s'agit d'une garantie historique au profit des populations indigènes de pouvoir continuer à vivre sur les terres de leurs ancêtres. (NdT)

résistance de l'élite de l'Inde pour comprendre et apprécier les aspirations des gens ordinaires. Il doit y avoir quelque chose de fondamentalement erroné pour que nous refusions d'entendre les voix de la base. Contre tout espoir, nous espérons que le 12e Plan quinquennal de l'Inde prendra enfin en compte les aspirations des populations. Je suis choqué par le niveau d'insensibilité de ce pays. On ne peut qu'espérer qu'un jour viendra où le talisman de Gandhi sera mis en pratique.

2. La grande idée de travailler ensemble (depuis les collines du Nagaland)

En fait, personne ne dit que travailler ensemble est une mauvaise idée. Tout le monde parle de la nécessité pour les gens de se réunir, et pour les organisations de travailler ensemble pour résoudre des problèmes plus importants. En théorie, les gens comprennent que dans un monde globalisé, aucun d'entre nous ne pourra gagner si nous y allons tout seul. Pourtant l'expérience nous montre que se rassembler pour un intérêt supérieur est un défi très difficile pour les gens. J'ai aussi ma propre façon de parler de collaboration, et dans une certaine mesure, j'essaie aussi de promouvoir l'idée de se rassembler dans l'action, mais comme tout le monde, j'ai mes propres limites. Je vois diverses raisons pour lesquelles on a tendance à ouvrir la porte et à la refermer ensuite. Il n'est pas facile de créer la confiance l'un envers l'autre. Il faut du temps, et nous n'avons pas le temps de travailler avec les autres de telle sorte que nous suscitions une confiance mutuelle. Lorsque nous participons à des conférences et des séminaires, cela peut nous permettre de se connaître un peu mieux les uns les autres, mais cela ne nous offre pas suffisamment d'espace pour développer une confiance totale dans l'autre personne.

Je connais que de nombreux exemples où des gens ont commencé à dialoguer sur certaines questions, mais ils se sont rapidement séparés. Nous avons aussi l'exemple de réseaux d'associations qui ne peuvent dépasser le stade des séminaires et des conférences. Se lancer dans une action pour contester le système actuel exigera des gens qu'ils se fassent mutuellement confiance et qu'ils soient prêts à prendre des risques ensemble. Lors de la Jansamvad Yatra, j'ai eu l'occasion de rencontrer et d'interagir avec un grand nombre d'individus et d'organisations. Dans certains cas, nous avons eu l'occasion de passer plusieurs jours ensemble, de discuter des problèmes, de régler les malentendus, et cela nous a permis de renforcer nos relations en vue d'une action en commun. Il était important d'investir autant de temps et d'énergie afin de renforcer foi et confiance entre nous, et d'aboutir à une action en commun en octobre 2012.

Au cours des ces milliers de kilomètres parcourus à travers l'Inde, alors que j'étais engagé dans cet apprentissage pour renforcer nos liens avec ces autres organisations, je me suis mis à réfléchir sur cette question : pourquoi est-il si difficile de travailler ensemble. Dans certains cas, il s'agit d'une "guerre territoriale". Les personnes qui travaillent dans un Etat vont se plaindre des autres qui travaillent dans le même Etat, mais ils seront tout disposés à "faire réseau" et agir avec les gens d'un autre Etat voisin. Il s'agit évidemment d'une tendance dangereuse. La survie de chacun d'entre nous dépendra d'abord de la façon dont nous pourrons travailler en étroite collaboration avec les gens de notre propre Etat. Est-il imaginable que les travailleurs sociaux et les militants du Tamil Nadu, du Jharkhand et du Chhattisgarh puissent vraiment survivre s'ils ne travaillent pas ensemble ? Selon moi, il y a très peu de chance de pouvoir modifier une décision politique en Orissa ou dans l'Andhra Pradesh si les acteurs sociaux dans chacun de ces Etats ne se donnent pas la main et ne forment pas équipe pour travailler ensemble. Théoriquement, ils sont tous conscients de cela, mais dans la pratique c'est l'aspect le plus difficile lorsqu'on veut opérer un changement social. Une autre raison pour laquelle il y a tant de concurrence, c'est la rareté des ressources. Certains sont capables de mobiliser des ressources et d'autres n'ont pas cette compétence. Certains ont développé des contacts à

l'intérieur du pays et au niveau international, alors que d'autres n'ont que des contacts très locaux. Il y a toujours des compétitions à propos des ressources. Les organisations qui ont davantage de ressources doivent jouer leur rôle avec beaucoup de compréhension afin que leurs ressources puissent aussi être utilisées pour construire des ponts entre les groupes qui défendent leurs droits et les organisations. Les organisations qui sont animées par les idées de "moi, mon institution mon drapeau, mon idéologie et mon argent" ne pourront jamais faciliter ce processus de rapprochement. Le défi consiste donc à profiter de l'occasion qui est la vôtre, des contacts et des ressources qui sont à votre disposition afin de créer davantage de possibilités pour contester l'État et le système. L'organisation qui n'est centrée que sur elle-même sera totalement isolée lorsqu'elle devra faire face à des difficultés. Ce ne sont pas les larges campus, les bâtiments et les ressources financières qui sont des outils pour changer le système dans l'intérêt des personnes marginalisées, et c'est ainsi que nous restons dans une position de "quémandeurs" vis-à-vis des autorités, alors que l'Etat, lui, fait passer ses décisions selon sa propre volonté. C'est un aspect auquel les organisations qui disposent de ressources devraient réfléchir. Quand elles ont la possibilité d'accroître leurs ressources, il est important de le faire de telle sorte que ces ressources ne soient pas utilisées pour augmenter le pouvoir d'individus ou pour construire d'énormes campus, mais plutôt pour augmenter les chances de construire des alternatives de changement.

Alors que je parcours les montagnes du Nagaland et du Manipur, je réalise que j'ai fait beaucoup d'erreurs. S'il est vrai que des alliances ne peuvent se construire par la volonté d'un seul parti, et qu'elles requièrent un intérêt et une ouverture de toutes les parties concernées si elles veulent réussir, je sens que mon manque de vision à long terme a pu freiner la construction de certaines alliances suffisamment fortes au niveau national pour contester l'état.

La situation actuelle dans le pays devrait permettre d'aider tout le monde à apprécier – sur la plan théorique - la nécessité de se regrouper, en dépassant les idéologies et les obstacles institutionnels, pour travailler ensemble pour un changement de politique. De nombreuses années de travail sont remises en question. Les villages modèles que nous avons créés ne sont plus là parce qu'ils ont été absorbés par des zonings industriels et par l'accaparement de terres. Notre rêve de construire des Gram Sabhas³ grâce à un processus de développement qui parte de la base, s'est envolé, car, village après village, des centaines de villages disparaissent de la carte de l'Inde. Une grave menace pèse sur les valeurs et les causes pour lesquelles nous avons consacré toutes nos forces, et en plus de cette menace, l'espace même laissé à la société civile et le rôle des travailleurs sociaux sont menacés. Nous sommes le dernier bastion d'espoir pour la défense des valeurs de justice, de paix et d'équité, et rien n'est plus important que la nécessité de se rassembler pour agir ensemble et faire face aux conséquences ensemble.

Nous avons tendance à accuser les gens plutôt que de les encourager. Souvent, nous médisons aussi des gens. En dépit de toutes les formations qui nous apprennent à regarder le bon côté des gens ou à ne parler d'eux qu'en bien, nous avons une forte tendance à propager les nouvelles négatives sur les autres. Admettons que c'est le cas un peu partout, que ce soit dans les milieux religieux, dans les milieux politiques, et finalement aussi dans les milieux sociaux; que nous soyons disciple de Gandhi ou de Marx, nous nous comportons de la même manière quand il s'agit de commérage. Même ceux qui s'expriment en public et parlent de valeurs morales et de moralité, sont prêts à propager des ragots en privé. J'ai entendu dire qu'un des ragots à mon sujet était que je disposais de beaucoup d'argent, et que c'était la raison pour laquelle j'étais dans la *Jan Satyagraha Samwad Yatra*. Les gens qui propagent de tels ragots le font peut-être de manière innocente, mais c'est bien ce qui peut empêcher des alliances de se mettre en place. Ceux qui n'ont pas la possibilité de m'accompagner au cours de la *Jan Samwad Yatra* peuvent même apporter foi à ces ragots. Ce sont seulement ceux qui nous accompagnent qui pourront comprendre que c'est grâce à la nature des contacts que nous avons pu construire à travers le pays au cours des dernières années que nous sommes capables d'organiser la *Jan Samwad Yatra*. Les gens nous nourrissent et mettent à notre disposition un endroit pour dormir. Les réunions et les échanges sont organisés par les

³ Assemblées villageoises. (NdT)

populations locales grâce à leurs propres efforts. La seule dépense qui nous incombe, c'est le diesel pour nos deux véhicules, et pour cela, les gens contribuent par de petits dons. Les gens qui répandent la rumeur devraient également prendre le temps de venir voir ce que nous faisons. Ils comprendraient qu'on ne peut pas faire une telle *Yatra* juste parce qu'on dispose de beaucoup d'argent, une *Yatra* exige la participation des populations. Le même genre de rumeurs existe au sujet de chaque organisation et de chaque individu. Ceux qui ne sont pas prêts à construire quelque chose sont généralement enclins à démolir autour d'eux. C'est ce que j'appelle une mentalité d'enfant. Tout comme un enfant s'amuse à tuer une fourmi parce qu'il n'est pas conscient du tort qu'il fait à une vie, ces gens continuent de faire du tort aux initiatives qu'ils rencontrent juste pour le plaisir. Certaines de ces personnes ont d'ailleurs un double jeu. En votre présence, ils vous porteront aux nues, et derrière votre dos, ils parleront de vous de façon désagréable. Malheureusement, les organisations bénévoles et les organisations populaires souffrent aussi de ces personnalités qui continuent de s'amuser en créant la confusion et l'incompréhension entre les peuples et les institutions.

Au sein des mouvements sociaux et des organisations bénévoles, une importante concurrence peut également être liée aux médias, aux récompenses, à la reconnaissance, à la position du gouvernement, etc. Courir après les médias est devenu un 'must'. Une nouvelle idée est apparue récemment que "ce sont les media qui créent un mouvement social". Les médias peuvent aussi promouvoir des individus et davantage de publicité dans les médias peut conduire à davantage de récompenses et à une meilleure position sociale. Chacun de nous est intéressé à voir son nom et son drapeau dans les médias. Je ne pense pas que ce soit répréhensible, mais il nous paraît important de ne pas exagérer. Les gens ne devraient pas voir les médias comme notre faiblesse. Que nous soyons présents dans les medias ou non, que nous recevions une récompense ou non, que nous ayons une position reconnue ou non, notre seul souci devrait être que les communautés marginalisées puissent bénéficier de davantage de justice et de ressources pour vivre, car elles ont attendu trop longtemps pour que les partis politiques rendent justice à des millions d'Indiens. Les mouvements sociaux sont parvenus à organiser les gens pour forcer l'Etat à leur offrir ce qu'il avait promis. Plus nous serons conscients de notre responsabilité, plus nous éviterons les jeux enfantins pour jouer notre rôle sincèrement et sérieusement. Il est temps pour nous de mettre en avant la grande idée de travailler ensemble dans notre pratique quotidienne pour le plus grand bien de tous.

3. Maintenant il est temps d'agir

Maintenant il est temps d'agir pour la réforme agraire. Des *dalits* et des *adivasis* et beaucoup d'autres pauvres "sans terre" demandent à pouvoir disposer d'un lopin de terre. En Inde du Sud, ils demandent 1-2 acres, tandis que dans le nord de l'Inde, les gens demandent 3-5 acres. Ils ne demandent pas que cette terre leur soit offerte par charité, mais ils demandent ce qui est leur droit. Tous ceux d'entre nous qui travaillent avec les *adivasis* savent très bien que les *adivasis* ont été chassés de leurs terres, dans un passé récent, au nom de la conservation des forêts, de la protection de la faune, des mines et de l'industrialisation. Le Naxalisme⁴ est devenu une nouvelle excuse pour les chasser de leurs villages et les mettre dans des colonies ou des prisons. Nous sommes nombreux à avoir vu de nos propres yeux ce processus de déplacement par les fonctionnaires forestiers et les responsables des entreprises. A de nombreuses reprises, nous avons critiqué ces procédés et cela nous a valu d'être blâmés comme opposés au développement de ce pays. Certains d'entre nous ont même été accusés

⁴ Nom d'un mouvement, né à Naxalbari (Nord du Bengale occidental) dès la fin des années 1960. Composé de plusieurs groupes révolutionnaires actifs dans une quinzaine d'Etats de l'Inde, il veut organiser les paysans pour provoquer une réforme agraire par des moyens radicaux y compris la violence. Le mouvement connaît une recrudescence depuis 2004. Les affrontements entre naxalites et forces gouvernementales font des centaines de morts chaque année. (NdT)

d'être partisans des naxalites.

Même dans un Etat aussi progressiste que le Kerala, les *dalits* n'ont jamais reçu de terre, bien que tous les partis politiques se réclament d'avoir complété le programme de réformes foncières. En réalité, celui qui travaille péniblement la terre n'en est jamais le propriétaire. Les terres ont été essentiellement attribuées aux intermédiaires qui géraient la terre. Il est intéressant de noter que les mouvements *dalits*, dans des Etats comme le Kerala, soulèvent maintenant cette question de savoir comment, au nom de la réforme agraire, des terres sont allées aux mains des gestionnaires et non à ceux qui la cultivent. Dans des Etats comme le Tamil Nadu et le Maharashtra, même la terre qui a été identifiée pour les *dalits* est occupée par "les puissants" de la communauté et le secteur des entreprises. Le problème des paysans sans terre est à ce point que dans des milliers de villages à travers le pays, les *dalits* ne disposent même pas d'un lieu de sépulture. On a pu lire récemment dans des journaux le cas de familles *dalits* contraintes d'enterrer leur mort dans leur cuisine. Dans l'Uttar Pradesh, au cours d'une audience publique, des *dalits* ont déclaré avoir été condamnés par le panchayat à une amende de Rs. 500 pour avoir déféqué dans le champ d'une personne puissante car ils n'avaient aucune terre qui leur appartienne. Dans le Bihar, le manque de terres est également très important parmi les communautés Musahar⁵. Tous ces cas sont exemplatifs de la situation désespérée des paysans sans terre.

Ces questions ont été portées à la connaissance du gouvernement, à de nombreuses reprises, lors d'entrevues, par des pétitions et des manifestations. Il faut cependant se rendre à l'évidence que les propriétaires fonciers maintiennent leur pouvoir, au niveau du village comme au niveau national. Même la moindre demande de redistribution des terres est contrecarrée.

Dans une certaine mesure, *Janadesh 2007* a réussi à mettre cette question à l'ordre du jour et cela a amené à la création d'un Conseil national de la réforme agraire et à la finalisation de la Loi sur les droits forestiers. En dépit de ces lois et de ces structures, nous constatons qu'il est très difficile de faire des progrès en termes de répartition des terres car les grandes entreprises exigent des terres pour leur expansion. En 2011-2012, la marche *Jan Satyagraha* constituera un nouvel effort important de notre part pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il comprenne que cette répartition injuste des ressources naturelles doit être revue et que des mesures correctives doivent être prises. Cela ne pourra se réaliser que si nous mettons en place une pression suffisante, de plusieurs côtés et à partir d'angles différents, en unissant les luttes des différents groupes à travers le pays. Cela exigera une action conjointe de la base, des intellectuels, des médias, ainsi que des groupes internationaux. Si chacun d'entre nous est prêt à jouer un rôle actif, je suis certain que nous allons faire des progrès.

Nous faisons ici appel aux différents groupes pour qu'ils conçoivent leur propre stratégie et qu'ils examinent comment ils peuvent créer une pression accrue tandis que nous voyageons à travers l'Inde pour marcher finalement vers Delhi en octobre prochain avec 100.000 personnes. Je pense qu'il est bien que nous puissions agir ensemble durant une année. C'est aussi un temps approprié pour que d'autres sections de la société indienne et de la diaspora puissent exprimer leur solidarité avec tous ceux qui luttent pour leurs droits en Inde. Alors que nous avons pu progresser en matière d'éducation, d'emploi et de richesse, il est temps pour nous de réaliser que nous avons une responsabilité envers nos frères humains. Il serait regrettable que nous soyons fiers d'appartenir à un pays appelé l'Inde, et que des millions de nos concitoyens souffrent de la faim et soient contraints de vivre de façon indigne, à cause de notre attitude d'indifférence. Si nous ne changeons pas notre attitude envers les *dalits*, les *adivasis* et les pauvres, comment pourrions-nous les blâmer s'ils estiment devoir utiliser la violence contre la classe moyenne ? Nous sommes en faveur de la non-violence : nous souhaitons provoquer un changement positif pour tout notre peuple, nous souhaitons devenir des citoyens épris de paix et prêts à partager nos avantages avec les pauvres. Il n'y a vraiment pas d'autre option : combien de temps pourrions-nous maintenir l'unité de ce pays si nous continuons à perpétuer autant d'injustice contre les *dalits*, les *adivasis*, les tribus nomades et les pauvres en général ?

⁵ Les communautés Musahar font partie des castes répertoriées comme *dalits* au Bihar et en Uttar Pradesh. Elles sont traditionnellement connues comme chasseurs de rats. (NdT)

Des groupes armés gagnent en influence. Tandis que de grandes entreprises prennent protection des groupes armés, les populations pauvres sont victimes de cette violence. De ce fait, la pauvreté, la dignité et la violence sont les trois principaux points inscrits à l'ordre du jour de la réforme agraire et du contrôle des ressources de subsistance. Il n'est plus possible que cette réforme soit refusée aux *dalits*, aux *adivasis* et aux ouvriers agricoles sans terre. Il est indispensable que la société indienne se réveille face à cet appel et qu'elle y réponde immédiatement. Plutôt que de blâmer les autres pour chaque problème, acceptons au moins une fois de prendre cette responsabilité sur nos épaules et engageons-nous à promouvoir davantage la justice.

4. Un double courant - où voulez-vous être?

L'Inde traverse une période pleine de défis. On voit bien qu'il existe deux groupes de personnes qui influencent (ou essaient d'influencer) le pays. Je les identifie comme un groupe qui préconise la force (la violence) et un groupe plutôt en faveur de la non-violence. Seul l'avenir nous dira qui va réussir.

Dans l'état actuel des choses, c'est le courant d'opinion qui préconise la violence qui prend le dessus et qui se répand très vite. A la tête de ce courant d'opinion on retrouve de grosses sociétés qui sont totalement violentes envers la nature et les gens. Si c'est pour le profit, elles sont prêtes à renoncer à toutes valeurs. Certaines agissent ainsi en connaissance de cause et d'autres ne s'en rendent pas compte. Ce courant d'opinion est soutenu par les partis politiques. Vous pouvez les voir parader juste derrière les responsables de ces entreprises, facilitant leur violence, faisant leur promotion et partageant leur butin de toutes les manières possibles. Ce butin est ensuite utilisé pour se présenter aux élections. Une victoire aux élections signifierait pour eux être en mesure de vendre les ressources naturelles du pays à leurs amis industriels et accroître leur propre compte en banque. Certains de ces chefs d'entreprise font également partie des partis politiques. Ils sont donc en mesure de faire avancer plus facilement des politiques qui profitent à leur entreprise. Derrière eux, vous pouvez observer toute l'administration qui suit impitoyablement les ordres de ses responsables politiques et de ces responsables d'entreprise. De plus beaucoup d'enfants de ces officiels sont employés par ces mêmes entreprises. Donc, une fois encore, il y a conflit d'intérêts. Il existe un autre groupe qui se montre juste derrière, ce sont la police et les forces paramilitaires de ce pays. Elles sont censées mettre fin à toute opposition au vol de ressources extraites pour le profit, que ce soit de façon violente ou non. Ces mêmes forces sont utilisées pour étouffer la voix des gens qui essaient de protéger leurs ressources et leur dignité d'une manière très disciplinée.

Et juste derrière eux, vous pouvez voir les groupes armés. Ils font partie d'armées privées. Bien qu'ils soient en retard dans ce jeu - pour le moment -, ils aimeraient marcher à l'avant et prendre eux-mêmes le contrôle des ressources. Chacun de ces groupes utilise la violence comme méthode. Ils violent les droits humains, et les uns comme les autres ont intérêt à faire échouer la non-violence. Chaque groupe prétend qu'en fin de compte, c'est grâce à ses méthodes implacables qu'ils apporteront la paix et la justice dans le monde. Ceux qui soutiennent ces groupes ne voient pas leurs agissements sur le terrain, mais ils entendent seulement leurs allégations selon lesquelles ils sont capables de rétablir la paix et la justice par le biais d'un processus appelé "développement", et ils applaudissent et les soutiennent dans tout ce qu'ils font. Et même s'ils ont la possibilité de voir leur comportement sur le terrain, ils préfèrent fermer les yeux, d'abord parce qu'ils se sentent impuissants à modifier les règles d'un jeu dans lequel les principaux joueurs disposent d'un pouvoir gigantesque, et ensuite parce que leurs propres revenus, leur nourriture, l'éducation de leurs enfants, les paiements d'intérêts sur les nombreux prêts qu'ils ont contractés, tout cela dépend des salaires mirobolants qu'ils reçoivent de ces

sociétés. Beaucoup pensent d'ailleurs que, juste parce qu'ils peuvent maintenant fréquenter facilement de beaux centres commerciaux et acheter des marques internationales, le pays s'est finalement "développé". Après plusieurs décennies de croissance à 2% et après la lutte de toute une génération contre le chômage, ils sont fiers d'être devenus "développés" et ils craignent de retomber dans les difficultés du passé.

Mais il existe un autre courant à l'avant duquel vous trouverez des femmes, des *adivasis*, des *dalits*, des nomades, des pêcheurs, des fermiers, de petits commerçants et des pauvres des villes. Il y a aussi parmi eux de petits groupes de personnes affectées par le VIH, des devadâsi⁶, des transsexuels. Ils luttent de manière non violente pour résister à cette mainmise des "puissants", mais ils sont tous isolés. Pourtant, ils continuent à se battre individuellement. Derrière eux, vous trouverez de nombreuses organisations bénévoles et des mouvements populaires qui sont prêts à soutenir ce groupe. Mais ils sont aussi divisés. Les uns se réclament de Gandhi, d'autres d'Ambedkar ou de Marx. Leurs intentions sont très bonnes. D'une manière ou d'une autre, ils veulent protéger et soutenir les communautés marginalisées pour leur permettre de survivre aux assauts des grands consortiums. Derrière ces mouvements sociaux, vous trouverez aussi quelques intellectuels et des journalistes en petit nombre. En comparaison au nombre d'intellectuels et de journalistes qui soutiennent le courant des "puissants", ceux qui ont rejoint le courant des gens marginalisés qui utilisent la non-violence sont peu nombreux. Dans ce courant de gens non-violents, vous rencontrerez des gens très déterminés et de bonnes intentions, mais ils n'ont pas encore pu se rencontrer autour d'un intérêt commun.

Face à cette constatation, vous apprécierez par vous-même que le groupe des non-violents, en dépit de ses bonnes intentions, est un groupe plus faible et il lui sera extrêmement difficile de contenir ou de défier le groupe des violents qui a su identifier un intérêt et un but communs. La description que je viens de faire n'a d'autre but que d'aider mes lecteurs à comprendre combien la tâche que *Jansatyagraha* cherche à atteindre est gigantesque. En voyageant à travers le pays, nous essayons de créer des liens entre des milliers d'associations et de mouvements sociaux, au-delà de leurs barrières idéologiques, en formulant un agenda commun pour protéger les ressources en terres et les moyens de subsistance du peuple, afin de protéger leur vie et leur culture. C'est le moment où toutes les personnes qui partagent les mêmes idées pourraient se joindre à nous. Il s'agit d'une action historique et décisive. S'il vous plaît, ne manquez pas cette occasion. Ce n'est pas tous les jours qu'une lutte décisive pour la justice se met en place. Cette lutte est le résultat de nombreuses années d'efforts laborieux et d'utilisation de la non-violence au profit des personnes marginalisées. S'il vous plaît, joignez-vous à nous aujourd'hui et mettez tout votre poids et votre force dans cette action.

5. L'histoire inconnue de l'Inde

Combien d'entre nous en Inde connaissent Kanak Lata, une jeune fille de 16 ans, en Assam, qui s'est battue pour la liberté de l'Inde ? Bien sûr, elle n'a pas combattu pour la liberté comme beaucoup d'autres l'ont fait, mais plutôt à sa manière personnelle : elle a brandi le drapeau de l'Inde et a été abattue par la police britannique. Et la personne suivante qui a pris le drapeau avant qu'elle ne tombe a également été tuée. Beaucoup de ces histoires nous sont inconnues. Mon ami Dhanraj m'a parlé de Kodi Katha Kumaran. C'était un combattant pour la liberté au Tamil Nadu qui fut également abattu par les Britanniques. La première partie de son nom rappelle qu'il protégeait le drapeau (*Kodi* signifie "drapeau", *Katha* signifie "protecteur").

Il y a deux jours, nous étions à cent kilomètres au-delà de Tezpur. Une organisation appelée

⁶ Les devadâsi étaient, dans l'hindouisme, des femmes consacrées au temple dès leur plus jeune âge. Le gouvernement indien a interdit cette pratique dans les années 80, mais cette tradition perdure dans certaines villes et villages. (NdT)

SATRA nous accueillait et il était question du village de Patharu Ghat, où 140 fermiers ont été tués par les Britanniques alors qu'ils s'opposaient aux nouvelles taxes du gouvernement. D'après les populations locales, ce fut une attaque aussi violente que celle de Jallianwalabagh⁷, mais la lutte de ces paysans en 1894 n'est pas enseignée comme partie de notre histoire. Au Brésil, il y a quelques années, 18 personnes ont été tuées un 17 avril et cette date-là est devenue la Journée internationale des luttes paysannes, non seulement au Brésil mais aussi dans différentes parties du monde où Via Campesina est présente. Le fait de commémorer des personnes qui ont donné leur vie pour une cause est la façon de les remercier, ainsi dans l'histoire de la lutte des paysans et de la lutte pour la liberté de l'Inde, nous devrions nous rappeler Patharu Ghat, Kodi Katha Kumaran et Kanak Lata.

Je me souviens aussi de ce que L.C. Jain m'a dit un an avant sa mort. L.C. Jain était un vétéran du temps de Gandhi. Il avait été ambassadeur en Afrique du Sud et était très proche de certaines associations en Inde et à l'étranger. Il disait que l'histoire indienne est très sélective et bien des personnes qui ont sacrifié leur vie pour la liberté de l'Inde ne sont pas mentionnées dans notre histoire. Dans une certaine mesure, c'est aussi l'opinion des mouvements *dalits* et *adivasis* de l'Inde. Ils estiment que l'histoire est pleine de noms de personnes appartenant aux castes supérieures et à la classe supérieure qui ont combattu pour la liberté, mais les sacrifices consentis par les gens ordinaires n'ont pas trouvé place dans notre histoire. Telle est l'histoire racontée par L.C. Jain.

Vivait à Delhi une femme du nom de Ashrafi. Ashrafi appartenait à la classe des balayeurs qui visitent les maisons pour balayer le sol et nettoyer les toilettes. Les informateurs du gouvernement britannique de l'époque soupçonnaient trois garçons de fabriquer chez eux des bombes pour attaquer le gouvernement britannique. Ils ont alors décidé d'utiliser Ashrafi afin d'espionner ces jeunes gens et ils ont promis à Ashrafi une récompense financière. Quelques jours plus tard, Ashrafi comprit que les trois jeunes gens se réunissaient dans une maison avec certains équipements et que tout cela était fait de façon secrète. Mais elle comprit aussi qu'ils étaient des révolutionnaires et qu'ils voulaient libérer l'Inde des griffes du gouvernement britannique. Elle était devant un grand dilemme : si elle passait cette information à la police, ces trois garçons seraient punis et la sanction pouvait être lourde. Afin de protéger les jeunes gens, Ashrafi décida de se suicider et c'est ce qu'elle fit. Il est probable que nous pourrions lire dans l'histoire de l'Inde l'aventure des ces trois jeunes gens qui se sont battus contre les Britanniques, mais nous ne lirons sans doute rien à propos de cette grande balayeuse Ashrafi.

Dans un passé récent, un effort s'est fait jour pour réécrire l'histoire. Certaines personnes sont occupés à écrire l'histoire des peuples. Aujourd'hui, si vous traversez le Jharkhand, un état qui est né en 2001, vous entendrez parler davantage sur les leaders *adivasis* que sur les héros nationaux. On a recréé l'histoire de Birsa Munda, on a érigé des statues de Sidhu-Kana, les frères *adivasis* qui se sont battus contre les Britanniques, on parle et on chante sur l'histoire de Tana Bhagat. Le même phénomène se produit au Maharashtra, où on reparle de Mahatma Phule.

Malheureusement, l'histoire du monde évoque davantage des guerres. Dans l'histoire indienne aussi, on parle davantage des rois et de leurs guerres. C'est parce que nous ne parlons pas beaucoup de l'histoire des peuples qui se sont battus pour la liberté, que nous avons tendance à ignorer les mouvements populaires dans l'Inde d'aujourd'hui. Même dans l'Inde démocratique, nous continuons à évoquer davantage les princes et les princesses, ou de mettre en avant ceux qui sont liés aux noms mentionnés dans nos livres d'histoire. Nous étions heureux de nous trouver devant la statue de Kanak Lata et de remercier ceux qui ont redécouvert cette partie de notre histoire pour la porter à l'attention du public. Puissent les futurs historiens se souvenir que l'Inde est façonnée par des gens ordinaires et pas seulement par ceux qui ont été nos dirigeants. Tous ceux qui ont écrit, à de nombreuses occasions, à propos de Tata et de la ville de Jamshedpur ne devraient pas oublier les *adivasis* qui ont sacrifié leur vie pour que Tata devienne un industriel bien connu. Lorsque nous parlons abondamment du barrage de Bhakra

⁷ Le massacre d'Amritsar, en avril 1919. (NdT)

Nangal comme une réalisation historique de l'Inde, n'oublions pas ceux qui ont tout perdu et ne sont toujours pas réhabilités. En écrivant l'histoire sous un seul angle, non seulement nous trompons les gens, mais nous ne rendons pas justice à une partie très importante de l'histoire.